

COMMUNIQUE DE PRESSE

A Paris, le 8 mars 2025

Attaques sur les financements : l'accès à l'avortement et à la contraception en danger

Il y a un an, la France était le premier pays à inscrire l'avortement dans la Constitution, une victoire féministe historique. Au-delà des discours, la réalité est alarmante : des menaces persistent sur les droits et la santé sexuelle et reproductive (DSSR) et les budgets décroissent à l'échelle internationale, européenne et nationale.

En cette journée internationale des droits des femmes, le Planning familial appelle le gouvernement à agir face à ces attaques en France et à l'international.

À l'international, les discours réactionnaires et les politiques répressives, en particulier aux États-Unis, visent directement le concept de genre, l'avortement, les droits des femmes et les personnes LGBTQIA+. Le gel du financement de l'aide étrangère prive 11,7 millions de femmes de soins de planification familiale, entraînant 4,2 millions de grossesses non désirées et 8 340 décès maternels. Les idées de l'extrême droite américaine trouvent un écho particulier en Europe.

En France, la constitutionnalisation du droit à l'avortement n'est qu'un premier pas. Selon notre dernier baromètre, l'accès réel à l'IVG reste limité par de nombreux obstacles : délais d'attente trop longs, désertification médicale, persistance de la culpabilité et du tabou autour de l'avortement. Un droit n'a de valeur que s'il peut être exercé librement et sans entrave !

Or, ces entraves sont renforcées par un contexte préoccupant : **le Planning familial fait face à des baisses de subventions**, fragilisant ses actions de prévention, d'information et d'accompagnement. Parallèlement, la fermeture de structures comme des centres de santé sexuelle réduisent encore l'accès aux droits et aux soins.

Le Planning familial appelle le gouvernement à prendre une position ferme et publique pour défendre les DSSR. Le gouvernement doit : mettre en œuvre le plan d'amélioration pour un accès réel et effectif à l'IVG au niveau national ; garantir les financements alloués au Planning familial ; financer les DSSR à travers l'aide publique au développement au niveau international

Le Planning familial invite le public à signer les pétitions "Ma voix, mon choix" en faveur d'un accès à l'avortement partout pour toutes et contre les thérapies de conversion pour garantir le respect des droits sexuels et reproductifs en Europe. La France doit être à l'avant-garde de ce combat.

En ce 8 mars, le Planning familial demande donc aux pouvoirs publics de prendre des engagements financiers forts en matière de droits sexuels et reproductifs.

CONTACTS PRESSE

Sarah Durocher - sarah.durocher@planning-familial.org

Albane Gaillot - albane.gaillot@planning-familial.org